

POUR DE NOUVEAUX DROITS SOCIAUX, POUR L'EGALITE DES DROITS, CONTRE LA PAUVRETE, LES EXCLUSIONS ET LES DISCRIMINATIONS

MANIFS TINTAMARRE LE SAMEDI 31 MARS

PLACE DE LA REPUBLIQUE A 14 H 30

Amener casseroles, tambours, sifflets, crécelles... Ou tout autre signe extérieur de colère.

En France, près de neuf millions de personnes vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté et 50% de la population vit avec moins de 1500 euros mensuel alors que les richesses n'ont jamais été aussi importantes et toujours aussi inégalement réparties.

Les exclusions s'amplifient et se banalisent d'année en année, atteignant aujourd'hui un seuil inégalé :

- 4,4 millions de chômeurs alors que le gouvernement évoque avec satisfaction le chiffre truqué de 2,2 millions, qui ne prend pas en compte les centaines de milliers de chômeurs réels mais invisibles : Chômeurs des départements d'Outre Mer, dispensés de recherche d'emploi, demandeurs d'emploi temporaire...
- Plus de 3 millions de mal logés et des centaines de milliers de sans logis, (sur)vivant dans des taudis infâmes ou subissant au quotidien l'errance urbaine.
- Des dizaines de milliers de jeunes et de moins jeunes, ne pouvant accéder à un logement décent compte tenu de la hausse vertigineuse des loyers et la baisse du pouvoir d'achat.
- Entre 400.000 à 500.000 sans papiers, esclaves des temps modernes, subissant le double étai de la répression et de l'exploitation, les rafles et l'humiliation des expulsions du territoire pour 24.000 d'entre eux en 2006.
- 3.514.600 allocataires de minimas sociaux en 2006 (rapport de la Direction de la Recherche, Etudes, de l'Evaluation et des Statistiques) auxquels il convient de rajouter les millions de sans revenu non comptabilisés, notamment les moins de 25 ans, toujours interdits de RMI.
- 40% de paysans vivant avec des ressources inférieures au SMIC. 30.000 paysans disparaissant chaque année.
- Des millions de précaires dont beaucoup de jeunes n'ayant d'autre choix que d'accepter des salaires de misère et des statuts précaires type Intérim, CDD, temps partiels, Contrat d'avenir, CNE ...

A travers la réalité indécente de ces chiffres, nous assistons à la mise en place d'un précaire généralisé, d'une misère toujours plus violente et banalisée, à côté desquels prospèrent des îlots de richesse toujours plus opulents. La précarisation des droits, la généralisation du contrôle social, particulièrement des plus pauvres d'entre nous, la criminalisation des mouvements sociaux deviennent les moyens privilégiés d'affirmation de l'ordre existant.

En cette période électorale où affluent les promesses des candidats à la présidence de la République :

Nous, sans papiers, sans logis, sans emploi, sans revenu, paysans, handicapés, étudiants, travailleurs précaires du public ou du privé, intermittents, retraités, autres salariés, refusons cet état de non droit et son cortège de souffrances, de ségrégation et de discriminations qui nous sont présentées comme une fatalité.

Combatifs et solidaires dans la durée, nous appelons à une manifestation tintamarre où nos voix et revendications se feront bruyamment et clairement entendre.

NOUS EXIGEONS :

Le droit à un revenu pour vivre pour toutes et tous

La régularisation globale de tous les sans papiers

Pour de véritables emplois durables et librement choisis

L'application de la loi de réquisition sur les logements vides

la mise en place immédiate d'un véritable droit au logement opposable pour tous

l'arrêt des expulsions et la baisse des loyers

Premiers signataires : Réseau de Convergence des Mouvements Sociaux, AC!, APEIS, ATTAC, Collectif Droit des Femmes, Conf.Paysanne, Construire un monde solidaire, D.A.L., Droits devant!!, IPAM, la Marche Mondiale des Femmes, les Marches Européennes, MNCP, les No Vox, RESOCI, Union Syndicale Solidaires, Vamos...